

PRESSE ECRITE PORTUGAISE

Le focus hebdomadaire n'est pas une revue de presse exhaustive, mais une sélection ponctuelle, sous forme de résumés synthétiques et limitée à deux pages, de quelques sujets de l'actualité (politique, économique, sociale ou culturelle) développés par les principaux titres de la presse écrite portugaise. **Quotidiens** : Público, Diário de Notícias (DN), i, Diário Económico (DE), Jornal de Negócios (JDN), Correio da Manhã (CM). **Hebdomadaires** : Expresso, Visão, Sábado.

I – Tensions luso-angolaises : Le Président de la République angolais affirme que le climat politique ne favorise pas le partenariat stratégique avec le Portugal (i, 16/10) ; L'Angola menace le Portugal (CM, 16/10) ; Editorial : nouveau palier dans les tensions avec l'Angola – Le Portugal croit en un sommet avec l'Angola à moyen terme (Público, 16/10) ; L'argent de l'Angola et les besoins du Portugal (JDN, 17/10) ; Les entreprises craignent les effets du 'plus grand échec diplomatique depuis 1974' – Opinion : il existe une sorte de chantage politique envers le Portugal (DE, 17/10) ; Le Premier ministre portugais fera tout pour que la relation bilatérale ne soit pas perturbée (i, 17/10) ; Manuel d'instructions pour comprendre la tension entre l'Angola et le Portugal (JDN, 17/10) ; L'Angola a investi 341 millions d'euros au Portugal rien qu'en 2012 (i, 17/10) ; Les relations avec l'Angola doivent être soignées, selon le ministre de la Présidence et des Affaires parlementaires (Público, 18/10) ; L'ambassadeur portugais à Luanda tente de maîtriser les dégâts (DN, 18/10) ; Les Portugais à Luanda ne veulent pas entendre parler de fin du partenariat stratégique (Expresso, 19/10) ; Cavaco Silva tente de calmer les relations avec Luanda (Expresso, 19/10) ; Le vice-président angolais a demandé que le processus judiciaire le concernant soit traité séparément – Le Président de la République portugais a annoncé que les malentendus seraient dépassés (DN, 20/10) ; Le Procureur général de la République angolais annonce des procédures contre des Portugais (DN, 22/10) ; Diplomatie insuffisante (DE, 22/10) ; Le sommet Portugal - Angola entre les mains de la justice portugaise (JDN, 22/10)

Les relations luso-angolaises sont entrées dans une nouvelle phase de tensions suite à une déclaration inattendue du Président de la République angolaise José Eduardo dos Santos, décrivant négativement l'état des relations bilatérales. Le JDN du 17 février résume une situation amorcée par les déclarations controversées du ministre portugais des Affaires étrangères. Celui-ci avait présenté en septembre des excuses à l'Angola pour des procédures judiciaires portugaises impliquant de hauts responsables angolais [ndr : cf 'focus presse' du 9/10]. Le Premier ministre portugais avait minimisé la polémique et le secrétaire d'Etat portugais aux Affaires étrangères et à la Coopération, en déplacement à Luanda, avait confirmé la tenue d'un sommet bilatéral en février 2014. Mais le 15 octobre le président angolais José Eduardo dos Santos a déclaré que l'état des relations avec le Portugal remettait en question la construction du partenariat stratégique (annoncé en 2010 par les Présidents portugais et angolais et qui n'a pas avancé depuis cette date). Aucune indication n'a été donnée quant à une annulation du sommet de février. Les militants du MPLA au Portugal ont approuvé la déclaration du Président angolais (DN, 21/10).

Le Premier ministre portugais a annoncé le 16 octobre qu'il ferait son possible pour que la relation luso-angolaise ne soit pas perturbée : le gouvernement portugais travaillerait, comme il l'avait fait jusqu'ici, à entretenir et approfondir la relation bilatérale, importante pour les deux pays (i, 17/10). Le ministre portugais de la Présidence et des Affaires parlementaires Luís Marques Guedes a souligné que l'Angola serait toujours traité de façon prioritaire et adéquate (Público, 18/10). Le ministre portugais de la Sécurité sociale, en visite officielle à Luanda le 21 octobre, a souligné l'importance des liens bilatéraux (DE, 22/10). Le Président de la République portugaise, qui entretient des rapports étroits avec son homologue angolais qu'il connaît depuis 1987 (DE, 22/10), a affirmé le 19 octobre que les malentendus seraient dépassés, soulignant que les agents politiques angolais méritaient tout le respect des Portugais et que les relations bilatérales étaient mutuellement bénéfiques (DN, 20/03).

Le vice-président angolais Manuel Vicente, concerné par le processus judiciaire portugais qui a suscité les critiques côté angolais, souhaite que son cas soit traité séparément (DN du 20/10, CM du 21/10). De son côté l'UNITA demande à la justice portugaise de mener à terme les processus judiciaires contestés par les gouvernants angolais (Público, 22/10). Entretemps le Procureur général de la République angolaise a fait savoir que des entrepreneurs portugais faisaient eux aussi l'objet d'enquêtes en Angola (DN, 22/10). Au Portugal, les suites données par le Ministère public devraient être connues d'ici peu ; cette décision sera, dans un sens ou dans l'autre, porteuse de risques politiques (DE, 10/22).

Les journaux des deux pays s'interpellent mutuellement. Tandis que le *Jornal de Angola* critique les autorités et journalistes portugais (CM, 18/10, Público, 22/10), et qu'un journaliste angolais explique que le Portugal a perdu de l'espace dans les relations avec l'Angola qui intéresse la Chine, le Brésil, la Russie et la France, la presse portugaise évoque la corruption angolaise sur laquelle le Ministère public enquête (DN, 17/10) et refuse tout chantage ou soumission (éditorial du Público, 22/10).

La presse portugaise multiplie les analyses sur la portée de ces développements, qu'elle relativise en partie. Selon le directeur de l'*Expresso*, le MPLA n'a pas encore dépassé un certain mélange des genres, confondant la justice portugaise - certes critiquable - avec les relations diplomatiques. D'après le JDN du 17/10, les autorités angolaises sont conscientes qu'elles ont besoin des travailleurs portugais. Le discours de José Eduardo dos Santos vise à renforcer la cohésion interne au sein du MPLA au pouvoir et à montrer que l'interdépendance des relations économiques luso-angolaises n'est pas inévitable. Le Président angolais prend aussi en compte un enjeu régional, qui l'incite à prouver aux pays africains sa position de force sur son ancienne puissance coloniale. Pour le Público

